

**Participants :** Hervé CANNEVA, Denise BARRIOLADE, Philippe CALLE, Jeanne VO HUU LE représentant les DDCS, Anne LAMBERT chef du bureau des archives des ministères sociaux représentée par Chloé MOSER François BODDAERT ; Michel CHAUVEAU, Patrick CLASTRES, Pierre FRANÇOIS, Laurence MUNOZ, Annie LAMBERT-MILON représentant le directeur des sports , Marianne LASSUS, Richard MONNEREAU, Pierre PARLEBAS, Jean-Bernard PAILLISSER représentant des directeurs de Creps, Thérèse SALVADOR, le directeur de l'INJEP par intérim Jean Marc SIRY représenté par Laurent LARDEUX  
Excusés : Laurent BESSE ; Marie GRASSE, directrice du musée national du sport, Sylvie HIRTZIG représentant les DRJSCS, Pierre LACROIX Amélie TURET présidente de la SFHJS

**Invités :** Lucie VERGNES (INSEP) ; Claude BOLI(Musée du Sport) ; Cédric CHAUMOND (Direction des Sports).

### **Préambule :**

Après une courte introduction faite par Hervé CANNEVA, chef de l'inspection générale qui affirme son intérêt pour les travaux et le rôle du comité d'histoire, le président Richard MONNEREAU remercie les présents et invités pour leur participation aux travaux du comité depuis la dernière réunion plénière du 13 octobre 2014 et présente les nouveaux membres, notamment Jeanne VO HUU LE représentant les DDCS, Sylvie HIRTZIG, représentant les DRJSCS ainsi que le nouveau secrétaire général exécutif, François BODDAERT . Il passe alors directement à la présentation des actions pour permettre de débattre de façon constructive sur tous les chantiers en cours. Renouvellement des membres du comité : il s'agit tout d'abord de recomposer notre assemblée suite à des départs à la retraite ou mutations qui en modifient la composition. Dans le collège des représentants de l'administration, Éléonore ALQUIER, qui a souvent apporté des éclairages précieux sur la question des archives, a changé d'affectation et exerce désormais à l'INA. Elle est remplacée par Anne LAMBERT, qui n'a pu se joindre à nous pour cette plénière mais est représentée par Chloé Moser, responsable de la mission « archives » pour le secteur Jeunesse et Sports. Jean-François COQUAND et Ethel CARASSO-ROITMAN, représentant respectivement les directeurs régionaux et les directeurs départementaux, ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite et sont remplacés par Sylvie HIRTZIG, directrice régionale de la jeunesse des sports et de la cohésion sociale en région Centre- Val-de-Loire et Jeanne VO HUU LE, directrice départementale de la cohésion sociale de l'Aisne. L'arrêté modificatif du 5 novembre 2015 est paru au J O du 14 novembre 2015, corrigeant également quelques erreurs anciennes. Le mandat de l'ensemble des membres se terminera le 27 juin 2017. Bienvenues à tous et toutes. Journée d'étude « Les consultations de la jeunesse - 1966/1994 ».

**1)** Nous avons tenu le 17 mars dernier cette journée d'étude, dans un lieu prestigieux, les Archives nationales de Pierrefitte, avec un accueil parfait. Si les interventions ont été d'une très grande qualité, il est regrettable que le public n'ait pas été au rendez-vous. Il est même légitime de s'interroger sur l'absence quasi-totale de fonctionnaires de notre ministère et de représentants des associations nationales alors même que ces questions ont parfois beaucoup agité les protagonistes. Les travaux de conception, de mise en œuvre et d'organisation sont surdimensionnés au regard du résultat. Toutefois, les contributions, enregistrées et retranscrites sont en cours de mise en forme avant leur dépôt et mise en ligne à l'INJEP : pas de publication qui demande trop de moyens humains et financiers.

**2)** Journée d'étude « La gestion du risque dans le sport – 1962/2012, regards croisés ». Pour cette journée, qui s'est tenue le 2 avril 2014, les contributions ont été rassemblées et relues par des membres de notre comité, puis soumises aux Presses universitaires du Septentrion à Lille grâce au suivi assuré par Laurence MUNOZ. Un comité d'experts a été constitué par le futur éditeur, pour apprécier la qualité des travaux et pour une relecture des textes. L'avis émis par ces experts universitaires a été favorable et a conduit à la décision de publication. L'ouvrage sera disponible au printemps 2016. Il faut ici souligner l'aide apportée par le

groupe Axa qui a bien voulu, à la fois contribuer à nos travaux par une intervention au cours de la journée, et par des moyens pour l'édition. C'est la première fois que le comité d'histoire a ainsi bénéficié d'un soutien extérieur, parfaitement déterminant.

**3) Journée d'études du 15 juin 2011 "Les CREPS : une histoire mouvementée, un présent en mouvement. Et demain ?"** La transcription des travaux de cette journée d'études qui s'est tenue au CREPS de Châtenay-Malabry, a été décidée mi-novembre 2015, pour plusieurs raisons. Ainsi, si la journée d'études en question avait pu être filmée et enregistrée, elle n'avait jamais pu être retranscrite faute de moyens financiers et humains. L'amélioration de la situation financière, la relation établie avec un prestataire pour assurer de manière professionnelle de telles transcriptions (ESAT Bastille, auteur de la transcription "Les consultations nationales de la jeunesse") ont renversé ces blocages. De plus, la question posée lors de la journée d'études "Et demain ?" a trouvé une réponse récente. En effet, la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, par son article 28, a modifié profondément le statut des CREPS, en modifiant le chapitre IV du titre Ier du livre Ier du code du sport. Dès lors, les communications de la journée d'études du 15 juin 2011 prennent un relief particulier. Enfin, cette journée est marquée d'une forte valeur symbolique pour de nombreux membres ou sympathisants du comité d'histoire. Le comité avait perdu son président Joël BALAVOINE le 30 octobre 2010, à l'âge de 59 ans, et, quatre semaines auparavant, sa vice-présidente, Françoise TÉTARD, le 29 septembre 2010, à l'âge de 57 ans. Malgré ce double traumatisme, quelques responsables avaient voulu poursuivre la mission du comité, en menant à bien, autant que possible, la journée prévue par Joël BALAVOINE et Françoise TÉTARD. Aujourd'hui, la longue histoire des CREPS, présentant des problématiques très diverses (institutionnelles, éducatives, immobilières, financières ...) mériterait sans doute plus d'attention de la part de chercheurs. Le comité d'histoire joue donc pleinement son rôle sur ce sujet en essayant de le documenter et de susciter l'intérêt d'universitaires pour de nouveaux travaux.

#### **4) Les publications**

- La réédition de l'ouvrage *La politique du sport et de l'éducation physique pendant l'occupation*, rapport réalisé à la demande de Marie-George BUFFET en 2002 et tiré en un nombre très réduit d'exemplaires, a été prise en charge par l'INSEP.
- L'ouvrage *Le sport à l'épreuve du racisme, de l'antisémitisme et de la xénophobie au XXème siècle* est disponible. Préfacé par le ministre, Patrick KANNER, ce document s'inscrit dans un plan gouvernemental triennal sur la question du racisme et devrait faire l'objet d'une présentation dans un cadre interministériel. Que le comité de pilotage, constitué de Claude BOLI, Patrick CLASTRES, Marianne LASSUS et les historiens, sociologues qui ont apporté leur contribution soient ici remerciés. Un grand merci également à Jean DURRY qui a rédigé une postface.
- Le dictionnaire historique de l'IGJS. Après le succès de la journée d'études à Sciences Po Paris le 6 octobre 2014, intitulée « Pour une histoire des inspecteurs généraux de la jeunesse et des sports », dont l'enregistrement est toujours disponible – grâce à l'Insep – sur <http://www.canal-insep.fr/fr/comite...>, les travaux se sont poursuivis. Ainsi, un comité de pilotage du chantier s'est réuni le 15 décembre 2014, associant notamment le président de l'association professionnelle des membres de l'inspection générale de la jeunesse et des sports (APMIGJS). Cette réunion a permis d'effectuer un bilan partagé de la journée d'études, et de prévoir les prochaines phases de travaux. C'est notamment une réunion de l'ensemble des historiens mobilisés pour la réalisation du dictionnaire qui a été alors programmée. Elle a eu lieu le 9 février 2015. Cette réunion du 9 février 2015 n'a pas pu regrouper tous les futurs contributeurs, professeurs d'université, maîtres de conférences de la France entière, mais a néanmoins permis de fructueux échanges avec une bonne majorité d'entre eux. Elle a permis également la remise d'une bibliographie importante et la remise à jour d'une liste, pour la première fois, de l'ensemble des inspecteurs généraux ayant existé ou existant. Les questions méthodologiques y ont également été traitées, avec la mise au

point de guide d'entretien, de protocole d'autorisation d'enregistrement et de versement aux archives. De même, un calendrier pour l'avancement du chantier a été adopté, qui n'a toutefois pas pu se réaliser comme prévu. Le calendrier prévu envisageait une exploitation des dossiers d'archives conservés aux Archives nationales - site de Fontainebleau- ceci supposait sa réouverture, ce dernier étant fermé depuis fin mars 2014. Malgré une demande de dérogation adressée à la direction nationale des Archives, il n'a été ni possible d'accéder au site fin juillet comme envisagé par un groupe d'historiens volontaires, ni même de procéder au retour des dossiers au ministère sous contrôle des Archives, pour commencer un minimum d'exploitation. Cet obstacle majeur a perturbé la mise en action des travaux relatifs aux biographies, l'orientation prise par défaut de commencer par des interviews d'IGJS retraités ou en activité s'étant alors heurtée à des problèmes de déplacement et de disponibilité. Par ailleurs, les questions méthodologiques ont été à nouveau approfondies, par des entretiens à la Cour des comptes (9 avril 2015) où le comité d'histoire a réalisé un dictionnaire bibliographique des magistrats de la Cour des comptes, et à l'inspection générale des finances (10 avril 2015), concernée par un récent dictionnaire historique de l'IGF (2012). Enfin, dans ce contexte, il faut signaler la décision prise par l'APMIGJS (CA des 17-6-2015 et 7-10-2015) de mettre à jour et compléter l'annuaire des IGJS, réalisé par l'inspecteur général honoraire Jacques LASTENNET et publié en décembre 2012, et de le mettre éventuellement en ligne.

**5) Le recueil de témoignages de conseillers techniques et pédagogiques** Cette action est menée en partenariat avec la Société française pour l'histoire de Jeunesse et Sports (SFHJS), qui dispose d'un blog dans lequel figurent un onglet « histoires de vie » où l'on peut trouver les documents et informations. À ce jour, une liste importante de 182 noms, où parfois manquent les coordonnées, a été établie. Les collecteurs d'entretiens sont encore trop rares : 24 personnes ont procédé à un entretien, la plupart du temps à un seul, parfois deux. Toutefois, il faut ici signaler l'engagement très fort d'une CEPJ de Franche-Comté qui en a menés 6 et se propose pour quelques autres. Vingt-neuf entretiens ont été réalisés et vingt-cinq le seront d'ici la fin de l'année ou dans les premières semaines de 2016. Des régions entières ne sont pas couvertes. Une relance forte en direction de la Bretagne a produit ses effets et une demi-douzaine d'interviews devraient être effectuée. On constate que les parcours de ces personnes sont si singuliers que le guide d'entretien ne peut pas être suivi strictement : il faut donc laisser parler. Parfois les témoins accompagnent leur interview de documents ; certains n'ont pas été enregistrés et leur témoignage est écrit, soit faute de matériel, soit réticence à l'enregistrement. Il faut donc convaincre de l'intérêt de conserver la voix et de recueillir des propos spontanés, parfois drôles ou émouvants. Plusieurs questions à résoudre au point où nous en sommes (outre la recherche de collecteurs !) :

- ▶ qui pourrait prendre en charge le montage de quelques enregistrements, soit parce qu'il manque la présentation des protagonistes, soit que l'appareil n'a pas démarré au début de l'entretien, soit que le témoin souhaite préciser ou revenir sur certains propos... ?
- ▶ quelle valorisation pour ces documents dont on ne peut pas se contenter de les déposer aux Archives nationales ? Journées d'études, monographies sur les spécialités, les parcours... ? Et avec quelle aide intellectuelle et technique ? Dernière remarque : les entretiens peuvent permettre de rassembler des informations sur des personnes disparues. C'est le cas notamment pour Christiane FAURE pour laquelle le comité va rédiger une monographie en vue de l'inauguration, en avril prochain, d'un centre socioculturel à La Rochelle qui portera son nom. Il en est de même pour d'autres personnalités marquantes comme Michel PHILIPPE, Paul SONNENDRÜCKER... Il s'agit là d'un travail de compilation particulier dont il faudra trouver le mode d'exploitation. Enfin, rassembler et confronter les entretiens de personnes ayant exercé à l'INEP/INJEP ("à Marly" comme chacun le dit !) devrait permettre de faire une sorte de « portrait » de l'établissement, complémentaire de ses archives administratives. Et pour finir, un appel à tous : il nous faut trouver des collecteurs et des étudiants pour l'exploitation de la collecte.

6) Participation de membres du comité à des événements externes.

- Richard MONNEREAU a prononcé un exposé sur l'historique de la politique du sport pour tous, en introduction du séminaire des réseaux sport pour tous, organisé par la direction des sports au CREPS de Reims le 10 mars 2015. Le texte de cette intervention est sur le site du comité d'histoire.
- Richard MONNEREAU a présenté un historique de l'organisation et des politiques du ministère devant les promotions 2014/2015 des stagiaires des corps propres du ministère chargé de la Jeunesse et des Sports (PS, CEPJ, CPS, IJS) regroupés au CREPS de Poitiers le 26 janvier 2015.
- Participation de Denise BARRIOLADE au comité scientifique du PAJEP, où elle représente le comité d'histoire, ainsi qu'à ses différents comités de pilotage pour la préparation de journées d'étude ou pour la mise en œuvre des actes de ces journées : ce fut le cas pour préparer le grand colloque de 3 jours intitulé « Des lieux pour l'éducation populaire. Conceptions, architectures et usages des équipements depuis les années 1930 » auquel ont aussi assisté Pierre FRANCOIS, Richard MONNEREAU, Laurent BESSE. La publication des actes est prévue pour l'automne 2016.
- Plusieurs membres du comité d'histoire participent à des événements ou les organisent : Laurent BESSE sur « l'histoire de l'éducation populaire- 1845/1945 » en juin à Lille 3 ; Patrick CLASTRES lors de la remise des archives de COUBERTIN et Geoffroy de NAVACELLE à Sciences Po en juin 2014 ; Philippe Callé à l'anniversaire de l'École nationale des sports de montagne (70 ans) à Chamonix en juin ; Laurence MUNOZ au séminaire « La performance en vertu de l'intégrité », Académie internationale olympique, en mai 2015 ; Marianne LASSUS à la « Leçon d'éducation physique, lendits et sport scolaire en images dans les Basses-Pyrénées autour des années 1950 » en mai 2015.
- Participation de Pierre FRANCOIS à diverses réunions du séminaire de l'histoire du sport à Sciences Po, animé par Patrick CLASTRES et Paul DIETSCHY.
- À noter que 2 membres du comité d'histoire, Denise BARRIOLADE et Laurent BESSE, sont membres du Fonds de dotation Françoise TÉTARD qui vient de lancer son appel pour la 1ère édition d'un prix destiné à récompenser des travaux dans les domaines de l'enfance/adolescence « irrégulière » ou de l'éducation populaire. L'un et l'autre participent également à un groupe de travail qui prépare la publication d'un ouvrage sur Françoise TÉTARD, avec un soutien financier important du comité d'histoire. Il réunit différents de ses textes, dont des articles ou rapports, parfois difficiles à trouver.
- Divers contacts ont été pris : avec des universitaires, en vue de faire connaître les travaux du comité et pour des coopérations ; avec Claude PENNETIER, responsable du Maitron : ainsi, des fiches de personnalités figurant dans cet ouvrage pourront figurer dans notre site (partie « Mémoire, personnalités, portraits »). Geneviève POUJOL a également donné son accord pour que soient également repris des éléments de son Dictionnaire biographique des militants, XIXe XXe : de l'éducation populaire à l'action culturelle (Geneviève POUJOL, Madeleine ROMER, L'Harmattan 1996).

De plus, l'adhésion individuelle à différentes structures (amis du Maitron, ciné-histoire-séance sur le scoutisme pendant la 2ème guerre mondiale prévue en mars 2016, amis de l'INS (Insep ...) permet d'augmenter le réseau de contacts du comité d'histoire. De même, le suivi d'activités de nombreux organismes, directement (par exemple, Les Joinvillais « Histoire sportive de la grande guerre », 4-12-2014 ; les amis de Jean ZAY, pour la journée « Jean ZAY au Panthéon », 4-3-2015 ), ou indirectement par les lettres d'information ou les sites internet (comités d'histoire d'autre ministères, réseau des doctorants du sport, société française d'histoire du sport ...) permet de maintenir une veille partagée au sein du comité d'histoire, y compris sur des thèmes parfois très spécifiques (« Le préalable obligatoire de conciliation dans les litiges sportifs », Cour de cassation 26-6-2015 ; nouvelle charte du sport de l'Unesco...).

• Pierre FRANCOIS et Denise BARRIOLADE, sont tous deux membres de la SFHJS qui aurait grand besoin de renforts pour mener des actions, en particulier suite à la convention signée avec le CREPS de Châtenay-Malabry en vue de la valorisation de son patrimoine historique et environnemental.

## 8) Organisation du comité

Michel CHAUVEAU présente la démarche de politique de communication du comité constituée de : la Lettre et du « toilettage » du site internet. Le comité a décidé de communiquer mieux et plus vite avec son public potentiel et a choisi de diffuser toutes les 6 semaines une Lettre en 2 pages ; celle-ci pourra naturellement s'enrichir des informations que chacun d'entre vous voudra bien communiquer ainsi que des adresses complémentaires pour la liste de diffusion. Il a été rappelé l'importance de la mise à jour des listes des courriels et d'une diffusion plus élargie pour se faire mieux connaître (par ex : réseaux territoriaux État/CL/élus/parlementaires, etc.. en sus de ceux qui sont répertoriés institutions (chercheurs historiens). Pour le site internet, suite au stage au comité d'histoire d'une jeune universitaire - Clémence COLON à la fin du printemps dernier - et sur ses propositions - une refonte du site internet créé en 2011 va être mise en route avec l'accord du bureau de la communication. Cette mesure va pouvoir être mise en œuvre par le secrétaire général qui a, depuis 1 mois, la possibilité de mettre en ligne informations et documents via le bureau de la communication du ministère.

Le comité dispose d'un bureau depuis octobre dernier où il pourra dorénavant récupérer et conserver l'ensemble des archives du comité, et d'une adresse électronique propre. Ce qui permettra également le développement de ses contacts et travaux.

## 9) Actions pour 2016

La préparation de deux colloques est envisagée :

"1946, Fondement des politiques de la jeunesse et des sports" (titre non définitif). Ce colloque, prévu pour le second semestre 2016, pourrait s'articuler autour des parties suivantes : Jeunesse et Sports en tant que secteur ministériel ; la situation des secteurs Jeunesse et Sport à la libération ; sport et EPS (éducation physique et sportive) en 1946. Le repérage et la sollicitation des intervenants est en cours. "Du FNDS au CNDS" (titre non définitif). Ce colloque, prévu également pour le second semestre 2016, traiterait de la création du Fonds national du développement du sport, de ses ressources, de sa gouvernance, de la nature de ses dépenses, et de son évolution en Centre national de développement du sport, sous forme d'établissement public à caractère administratif (EPA), au 31 décembre 2005, suite à la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) d'août 2001, et de ses évolutions ultérieures.

En outre, d'autres chantiers sont en vue, en prolongement du recueil de témoignages auprès des conseillers techniques et pédagogiques (CTP) / conseillers d'éducation populaire et de jeunesse (CEPJ) spécialisés en vue de leur valorisation. Des collecteurs sont vivement recherchés. Un projet d'annuaire comportant des notices biographiques a été évoqué afin de recenser l'ensemble de la profession (des instructeurs aux CEPJ) et faire une place aux disparus. Toutes les informations sur ces derniers sont recherchées et bienvenues.

Il est envisagé également de travailler sur :

- ▶ le thème des sports de plage
- ▶ l'histoire de l'administration centrale de la jeunesse et des sports
- ▶ le recensement des médaillés ayant fréquenté les établissements (Creps et écoles nationales, hors INSEP)